

Sixième Conseil Mondial des Eleveurs du 17 au 23 septembre 2001
**« LA CRISE COMME CHANCE DE
CHANGEMENT »**
Rapport et compte rendu des interventions

A l'Institut Rural de Mont Pyrénées Atlantiques

- France -

CME - Secrétariat Général
Hedy Bühlmann
B.P. 2453
6002 Lucerne - Suisse
Tél&fax : 0041-41-310 35 00
e-mail : condial@bluewin.ch
www.condial.org

CME -France
Emmanuelle Delotter
Chemin Cambilhou
64400 Esquiule - France
Tél : 0033-6-99 95 77 24
e-mail : emma.delotter@wanadoo.fr

Remerciements

Le sixième Conseil Mondial des Eleveurs a été organisé par Emmanuelle DELOTTER, responsable de la section CME en France, en partenariat avec Charles LOUSTAU, Président de l'Association Pyrénées Océan (Membre du Conseil des Eleveurs) et Jean NAU, Directeur de l'Institut Rural de Mont et Hedy BÜHLMANN du secrétariat général du CME en Suisse.

Sabine RIEGERT de l'Allemagne et Peter HOFES de l'Inde se sont consacrés avec tout dévouement à la traduction qui permettait une communication permanente entre les participants. Avec Maryse et Claude PUYET, Jean et Janine NAU les participants ont trouvé des amis infatigables qui rendaient le séjour agréable et inoubliable dans le département des Pyrénées Atlantiques. Grâce à la disponibilité des participants, le 6^{ième} CME a pu profiter des réflexions enrichissantes et pertinentes.

Nous remercions toutes les personnes et organisations de développement impliquées pour le soutien moral et financier qu'elles ont apporté à ce 6^{ième} CME à Mont dans le Canton d'Orthez, notamment à la Direction du Développement et de la Coopération (Suisse) et aux Bureaux de Coordination de la Coopération Suisse de Bamako et de Ouagadougou pour leur soutien aux participants africains.

"LA CRISE COMME CHANCE DE CHANGEMENT"	1
SOMMAIRE	4
PREFACE	FEHLER! TEXTMARKE NICHT DEFINIERT.
INTRODUCTION.....	FEHLER! TEXTMARKE NICHT DEFINIERT.
LES INTERVENTIONS.....	FEHLER! TEXTMARKE NICHT DEFINIERT.
APPROCHE DU DEVELOPPEMENT	10
LA CRISE DE L'E.S.B. EN EUROPE	11
ETAT DE LA RECHERCHE EN ALLEMAGNE	12
VISITE DE LA COOPERATIVE DE PAU.....	12
L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE EN AQUITAINE	15
LA BELLE BETE AU PAYS CHAROLAIS ET AU PAYS PEUL.....	16
LA REVOLUTION DU BETAIL	17
VISITE D'UN ELEVAGE BIOLOGIQUE EN FILIERE VIANDE.....	19
L'HOMEOPATHIE VETERINAIRE.....	20
L'ELEVAGE EN INDE	21
LA PLACE DES CONSOMMATEURS EN FRANCE.....	22
ASSOCIATION SUISSE "HUSTER PLUS"	24
SITUATION DES CONSOMMATEURS EN ALLEMAGNE.....	25
VISITE DE LA FERME AUBERGE PINPARELA.....	27
LE CONTEXTE DE MONDIALISATION	28
LE RESEAU ATTAC EN FRANCE	31
L' ELEVAGE AU NIGER.....	32
L'ELEVAGE AU KENYA	35
PERSPECTIVES DU C.M.E.....	38
ANNEXES.....	FEHLER! TEXTMARKE NICHT DEFINIERT.

SOMMAIRE

- Préface	Page	6
- Introduction	Page	8
- Les interventions	Page	9
Lundi, le 17 septembre 2001		
- Approche du développement local - <i>Jean Nau, France</i>	Page	10
- La crise de l'E.S.B. en Europe – <i>Dr Anita Idel, Allemagne</i>	Page	11
- Etat de la recherche en Allemagne – <i>Dr Anita Idel, Allemagne</i>	Page	12
- Visite de la coopérative de Pau	Page	13
Mardi, le 18 septembre 2001		
- L'agriculture biologique en Aquitaine - <i>Charles Loustau, France</i>	Page	15
- La belle bête au pays charolais et au pays peul Étude comparative - <i>Sada Mamadou Bâ, France</i>	Page	16
- La révolution du bétail – <i>Dr Ilse Köhler-Rollefson, Allemagne</i>	Page	17
- Visite d'un élevage Biologique - <i>Charles Loustau, France</i>	Page	19
- L'homéopathie vétérinaire – <i>Dr Alain Duport, France</i>	Page	20
Mercredi, le 19 septembre 2001		
- L'élevage en Inde - <i>W.M.K. Warsi, Inde</i>	Page	21
- La place des consommateurs en France - <i>Monsieur Camy, France</i>	Page	22
- « Uster plus », une association des paysans suisses - <i>Beat Hürlimann, Suisse</i>	Page	24
- La situation des consommateurs en Allemagne - <i>Barbara Sester, Allemagne</i>	Page	25
- Visite de la ferme auberge Pinparela en Vallée d'Aspe	Page	27
Jeudi, le 20 septembre 2001		
- Le contexte de mondialisation - <i>Jean Lesgards, France</i>	Page	28
- Le Réseau ATTAC en France - <i>Olivier Blamangin, France</i>	Page	31
Vendredi, le 21 septembre 2001		
- L'élevage en Afrique – <i>Moussa Cissé, Mali</i>	Page	32
- L'élevage au Niger - <i>Mansour Moutali Elhadji, Niger</i>	Page	33
- L'élevage au Kenya - <i>Vincent Briac, Suisse</i>	Page	35
- Synthèse de la semaine – <i>Emmanuelle Delotter</i>	Page	37
- Perspectives du C.M.E. – <i>Hedy Bühlmann</i>	Page	38
- Activités envisagées pour l'an 2002	Page	40

ANNEXES

I	Manifeste du Conseil Mondial des Eleveurs	Page	42
II	Liste des participants	Page	43
III	Programme du CME 2001	Page	44
IV	Rinderwahnsinn – Mit dem Handel in alle Welt verbreitet (Article de presse, <i>Neue Zürcher Zeitung</i> : le 28 février 2001)	Page	45
V	Vache folle : L'Allemagne sous le choc (Article de presse, <i>Sud-Ouest Dimanche</i> : 26 Novembre 2000)	Page	48
VI	BSE Crisis Prompts Discussion on Agricultural Policy (Source : <i>D+C Development and Cooperation</i> , No. 3, May/June 2001, p.32)	Page	49
VII	La belle bête au pays charolais et au pays peul Étude comparative de <i>Sada Mamadou BA</i>	Page	50
VIII	Tierproduktion im Süden. Nachhaltig oder industriell ? <i>Elevage du Sud durable ou industriel ?</i>	Page	56
IX	Bases de l'homéopathie, <i>Dr Alain DUPORT</i>	Page	60
X	« Rencontre sur la voie lactée » Film de <i>Jürg Neuenschwander</i>	Page	62
XI	Livestock rearing in India – present situation and challenges L'élevage en Inde, <i>W.M.K. Warsi</i>	Page	66
XII	Association « USTER PLUS »	Page	70
XIII	Plate-forme de l'association ATTAC	Page	73
XIV	Production et consommation de viande au Mali <i>Moussa CISSE</i>	Page	75
XV	Wajir (Nord-est Kenya) : Restauration des conditions de vie après une catastrophe naturelle, <i>Vincent Briac</i>	Page	81
XVI	Revue de presse	Page	83

PREFACE

Il y a un an des éleveurs et des représentants d'associations d'éleveurs ont décidé de se donner rendez-vous en France, en Béarn dans les Pyrénées Atlantiques, pour débattre avec leurs collègues français sur l'éthique de l'élevage. Cet élevage prend en considération l'animal, la nature et les humains qui en vivent.

Pendant les travaux préparatoires pour ce CME'2001 en France une nouvelle crise de la vache folle a secoué les éleveurs et les consommateurs en Europe et ceci aura – bien sûr – des effets pour les élevages des pays en voie de développement. En Europe, on parlait d'abattre 3 millions de vaches pour des mesures de sécurité.

Mais de quelle sécurité parle-t-on ?

Quelle est cette sécurité que l'Homme recherche sur terre ?

Depuis le 11 Septembre 2001 la notion de sécurité est à relativiser. Après cette catastrophe humaine, les nations les plus puissantes ne peuvent plus garantir et assurer cette sécurité aussi fortes qu'elles soient. Le monde entier est envahi par une déstabilisation générale, provoquée par des terroristes extrêmes pour lesquels la vie sur terre ne compte pas beaucoup.

Depuis le 11 septembre, nous devons accepter que toute chose soit liée, que tout mouvement et toute action provoquent des réactions, que tout choc provoque des contre-chocs.

Qui n'a pas hésité de prendre la route pour ce 6^{ème} CME ?

Qui n'a pas eu peur pendant que les moteurs de l'avion semblaient s'arrêter ?

Qui ne s'est pas interrogé sur le sens de cette initiative basée sur la bonne volonté des personnes engagées pour un élevage de qualité, sur la disponibilité d'échanger des visions différentes dans un cadre de respect et de tolérance pour l'autre.

Aujourd'hui les élevages du monde entier sont menacés par un contre-courant qui s'appelle *'profiter au maximum au détriment du cycle naturel qui est une des caractéristiques importantes de la qualité.*

Une des conséquences mortelles de cette attitude irresponsable est la maladie de la vache folle.

En novembre'2000, une nouvelle crise a secoué les élevages de l'Europe. Au bout de quelques jours la vente des farines animales était arrêtée. En Suisse des usines de farine animale fermaient leurs portes car des commandes pour 2001 étaient annulées. Sous la peur des consommateurs, les marchés de viande se sont effondrés au bout d'une semaine, les prix ont chuté et une fois de plus les paysans furent déclarés fautifs, au moins en Suisse.

Durant une rencontre en novembre 2000 à l'école polytechnique de Zurich, un seul paysan bio - en face de huit intellectuels qui représentaient la recherche et la politique - était accusé au nom de son groupe d'avoir omis les mesures de sécurité.

Dans des situations de crise, les responsables doivent être rapidement identifiés, sinon l'angoisse ne peut pas être maîtrisée.

Le Conseil Mondial des Eleveurs/CME considère que la chaîne de l'élevage est constituée de maillons différents bien ajustés et qui fonctionnent bien si l'ajustement de ces maillons est bien monté. Cette chaîne vivifie et régénère tout :

- les déjections des animaux qui nourrissent le sol, la terre;
- les herbes fourragères qui nourrissent les vaches;
- les vaches qui donnent du lait;
- le lait qui donne de l'énergie aux veaux, aux êtres humains etc.

Dès le moindre dérangement d'un élément, la chaîne entière est dérangée. Certes, la crise de la vache folle est plus qu'un petit dérangement d'un maillon, c'est la mise en cause du montage entier de l'actuelle chaîne de l'agriculture et de l'élevage dans les pays industriels qui est construite sur le seul crédo de la rentabilité.

Nous savons que la vie est un processus d'alternances positives et négatives qui tirent vers l'évolution, vers le développement. Dans ce sens, la crise actuelle peut être considérée comme une chance de changement, un appel de rechercher d'autres voies et d'abandonner l'unique modèle de la rentabilité économique et de l'hyper-efficacité.

Les élevages sont dans les mains de leurs acteurs, des éleveurs, des consommateurs, et des politiciens. L'appel suivant doit se propager continuellement : réviser le modèle actuel, engager des débats et des échanges interculturels afin d'aboutir à un ajustement innovant des idées arrêtées et fixées sur le seul profit matériel.

Dans cet esprit, le manifeste du CME est d'une actualité brûlante bien qu'il a été formulé il y a cinq ans. (*Voir Annexe I : page 42*)

Cette rencontre nous donne l'occasion d'échanger sur des solutions raisonnables d'un élevage qui prend en considération le bien-être de l'animal, de l'homme et de la nature à l'échelle des conditions socio-économiques locales et mondiales.

Que les participants à ce 6^{ième} CME puissent s'inspirer des initiatives locales et stimuler un processus actif et positif à la portée des éleveurs et des consommateurs ici et là.

Hedy Bühlmann, secrétaire générale du CME

Mont, le 17 septembre 2001

INTRODUCTION

Le 6^{ième} forum du Conseil Mondial des Eleveurs (CME) a été organisé du 17 au 23 Septembre 2001 à l'Institut Rural de Mont dans le Département des Pyrénées Atlantiques dans le Sud Ouest de la France. Il a réuni des éleveurs et des techniciens d'élevage d'Afrique, d'Asie et d'Europe qui ont discutés sur l'élevage, la crise qu'il traverse et les changements alternatifs que cette crise peut engendrer.

Depuis sa création en 1996, le CME organise chaque année ce forum d'échange professionnel et interculturel au cours duquel les participants échangent leurs idées, définissent des stratégies et entreprennent des actions communes, dans le strict respect des particularités socio-économiques, culturelles et écologiques de chaque pays.

Le forum annuel du CME se déroule depuis 1999 sur le continent européen. Après la Suisse et l'Allemagne, le sud-ouest de la France a été choisi pour abriter les travaux du 6^{ième} forum.

Le thème choisi pour cette rencontre était :

"LA CRISE COMME CHANCE DE CHANGEMENT"

Au Nord comme au Sud, l'élevage traverse des périodes de crise entraînant des grands changements. Les pays d'Europe sont secoués par les problèmes d'encéphalite spongiforme bovine (ESB), des épidémies de fièvre aphteuse, les éleveurs sont inquiets pour leur avenir. Dans les pays du Sud, la sécheresse répétée, les pressions sociales et politiques entraînent aussi des inquiétudes.

Comment face à toutes ces difficultés, l'éleveur peut réagir ?

Comment peut-il percevoir son avenir ?

Quelle attitude adopter pour utiliser ces moments de crise comme moteur de changement ?

Le Conseil Mondial des Eleveurs a saisi l'occasion de se retrouver pour réfléchir ensemble et adopter une attitude positive face à la crise. C'est dans cet esprit que le programme de ce 6^{ième} Conseil Mondial des Eleveurs a été élaboré. Les organisateurs de cette rencontre pensent qu'il est très important de bien connaître son environnement local et les partenaires qui le composent.

Afin de mieux comprendre la problématique de l'élevage en Europe, les participants avaient la possibilité de découvrir ce département avec les partenaires agricoles, les élus, les associations de consommateurs avant d'être amenés à une réflexion face aux effets importants de la mondialisation sur les économies rurales.

Des visites d'exploitation ont permis d'avoir accès à de nouvelles alternatives, de les observer et réfléchir avec le groupe.

Sans apparaître comme une simple plate-forme qui ouvre une parenthèse sur des discussions passionnantes sur l'élevage et se referme sans apporter une lumière sur la problématique actuelle de cet élevage, le forum du Conseil Mondial des Eleveurs a été une séance permanente de travail pendant laquelle les participants se sont exprimés sur la crise actuelle de leur élevage, ses multiples causes et manifestations, mais aussi sur la recherche de nouvelles alternatives respectueuses de l'environnement et du bien-être de chacun.

Voir Annexes II et III : page 43 et 44

LES INTERVENTIONS

Qui en Europe ne s'est pas senti directement concerné par la récente crise de la vache folle qui a secoué les éleveurs, les consommateurs et les politiciens qui ont cherché à calmer le jeu, en minimisant le risque que comportait le problème de la vache folle. Au lieu de faire face à la crise, chaque pays s'est d'abord contenté de calmer les esprits en rejetant la balle dans un autre camp (dans un autre pays). D'un problème considéré au départ comme purement anglais, on est arrivé à une situation généralisée qu'il a fallu gérer à l'échelle continentale. Ce qui a conduit à l'arrêt de l'utilisation des farines animales considérées comme la véritable cause de la maladie.

L'usage de ces farines ayant été interdit, qu'a-t-on fait pour les détruire ? Une question qui demeure et qui engendre la crainte de voir un jour ce " poison " débarqué sur le sol des plus pauvres

Cette crise a montré que l'intervention démesurée de l'homme dans le domaine biologique ne lui a pas seulement apporté de profit, mais aussi des problèmes dont il est difficile d'estimer les coûts et d'évaluer les conséquences.

Dans leurs interventions, les participants du 6^{ième} CME parlaient de la situation actuelle de la crise de l'élevage dans leurs pays, présentaient ensuite des initiatives positives d'un développement local pour arriver au contexte de la mondialisation qui concerne toutes les sociétés à de différents degrés. Il est connu que la mondialisation au plan économique a des conséquences négatives pour les petits producteurs du Sud et du Nord qui risquent de perdre leurs marchés locaux par les importations des pays riches qui entretiennent leur production agricole artificiellement par des subventions importantes.

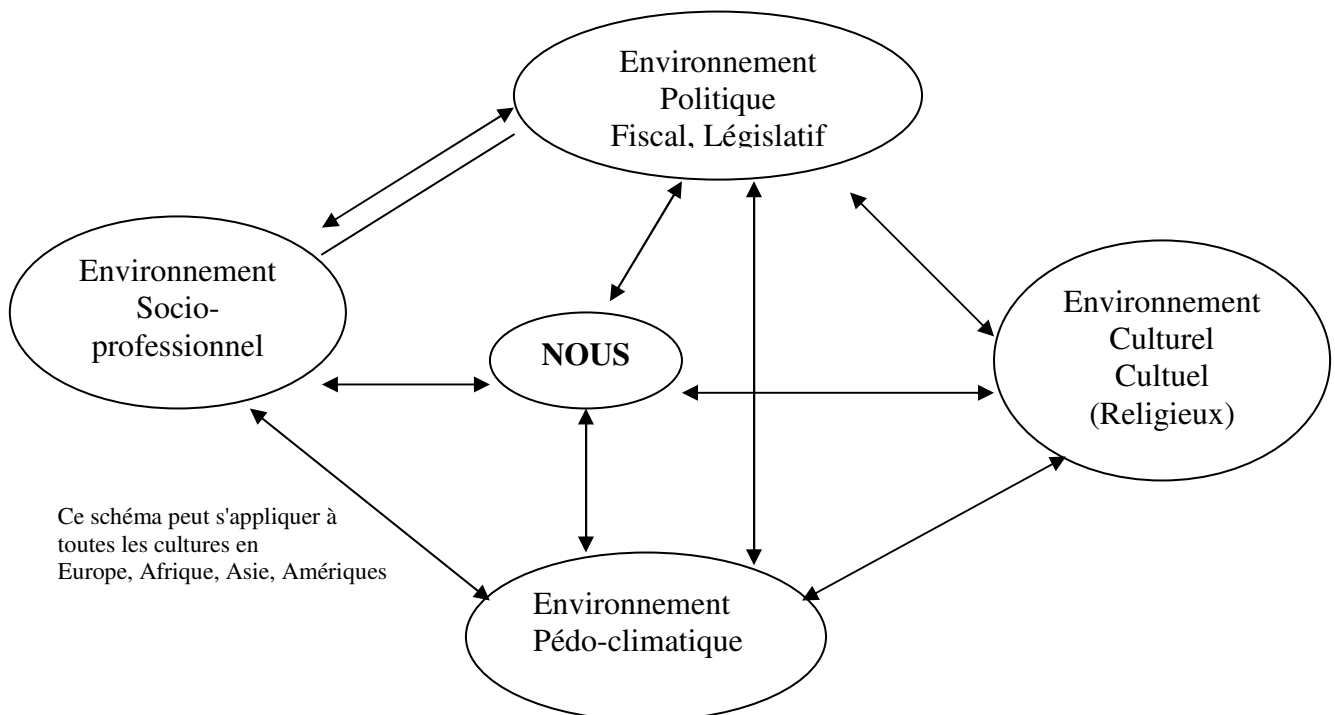
APPROCHE DU DEVELOPPEMENT LOCAL

Monsieur NAU

Présentation du contexte actuel de l'élevage en France :

Nous vivons tous dans un ensemble d'environnement qui influence notre comportement. Il est important de comprendre l'environnement de chacun, pour mieux appréhender les marges de manœuvre du développement local.

Ce schéma peut s'appliquer à tous les continents (Europe, Afrique, Asie, Amériques).



La Religion Chrétienne a créé un phénomène d'hétéronomie. L'hétéronomie est la convergence de plusieurs points vers un seul extérieur qui peut être la religion l'état, une idéologie.

De nos jours les états sont de moins en moins indépendants. Il est nécessaire de préserver l'autonomie des personnes et de retrouver un équilibre entre Autonomie et Hétéronomie. Comment recrée l'autonomie de chacun dans ce contexte d'hétéronomie.?

Faut-il aller vers le marché mondial, suivre le courant actuel ou faut-il revenir à un circuit local ?

La notion de réseau est peut-être un nouvel outil de développement local.

Jean Nau considère que les Contrats Territoriaux d'Exploitation (CTE) doivent permettre aux éleveurs la mise en place d'un projet individuel.

"Celui qui rêve le monde change le monde, sinon le monde change l'individu"

C. LEMOINE

LA CRISE DE L'E.S.B. EN EUROPE

Dr Anita IDEL

Elle a souligné que l'Allemagne a longtemps ignoré le problème que pouvait causer la maladie, en estimant que c'était un problème purement anglais. La preuve de la présence de la maladie dans le pays a finalement provoqué une crise socio-politique qui a conduit à la démission du Ministre de l'Agriculture et à la création d'un Ministère chargé de la protection du droit des consommateurs.

Depuis la fin des années 1980 les chercheurs Européens connaissent la maladie de l'Encéphalie Spongiforme Bovine (E.S.B.).

Dans un contexte de productivité dans les Pays du Nord, les fabricants d'aliments ont utilisé des farines animales. Ces farines sont rentrées dans les rations alimentaires des ruminants, bien qu'ils soient végétariens.

La farine provenait d'animaux malades et de tous les déchets des abattoirs.

Ces déchets brûlés à haute température sont transformés en farine. Pour des raisons économiques, la température lors de la fabrication de ces farines a été réduite en Angleterre à la fin des années 1970.

Tous les mammifères peuvent attraper une Encéphalie Spongiforme Transmissible (EST). Une hypothèse pense que cette maladie de l'ESB pourrait venir de ce que l'on appelle "la tremblante du mouton".

La principale cause identifiée, de la diffusion des EST serait ces farines animales.

Tous les EST sont caractérisés par des **protéines en mutation appelées prion**. Mais on ne sait pas encore, si ces prions sont l'agent infectant de la maladie.

Depuis 1987, La Communauté Européenne est consciente du problème et des risques de maladie, mais aucune hypothèse n'a été retenue pouvant prouver le risque de transmission à l'homme. Les chercheurs ont insisté en disant que cette maladie n'était pas transmissible aux autres mammifères et ainsi ils rassuraient les hommes politiques.

A cette date l'Angleterre interdit l'utilisation de ces farines sur son territoire, mais des stocks importants continuent à circuler librement dans tous les pays d'Europe.

En Allemagne on percevait cette crise mais personne ne s'en alarmait. Certains chercheurs pourtant ont essayé d'attirer l'attention sur la nécessité de financer de nouvelles recherches.

Pendant les années 1990, des cas d'E.S.B. se déclarent en Angleterre sur des vaches laitières. Les premiers troupeaux sont brûlés. Mais les responsables ont démenti qu'il n'y avait aucun risque pour l'espèce humaine.

1994 : L'Angleterre est très consciente du problème et des risques de maladie, l'alimentation avec les farines animales est devenue strictement interdite.

En 1996 : le gouvernement anglais avoue qu'une nouvelle maladie a été identifiée chez l'homme, une nouvelle forme de la maladie de Kreutzfeld-jacob. La communauté Européenne décide d'avertir l'opinion publique des risques de contamination à l'être humain et interdit l'utilisation de ces farines.

Aujourd'hui on compte plus de 120 cas de la nouvelle forme de la maladie.

Depuis 2000 l'utilisation de ces farines est interdite.

Il faut craindre que des milliers de tonnes ont été exportées, surtout en Afrique, au début légalement plus tard illégalement.

Les chercheurs ont demandé beaucoup d'argent pour centrer leurs recherches sur la maladie de Creutzfeld Jacob.

A ce jour, aucune certitude scientifique ne peut garantir le risque zéro concernant la consommation des produits venant des animaux car les tests ne sont pas encore assez sensibles.

Pour la consommation de viande, il a été démontré que le prion ne pouvait pas se trouver dans le muscle.

Grande question : Y a-t-il un effet cumulatif ou faut-il une grande quantité de viande infestée pour transmettre cette maladie à l'homme ?.

En France, des tests ont été mis en place. Dans tous les abattoirs, des prélèvements de cerveau sont faits systématiquement sur tous les animaux de plus de 12 mois. Certains morceaux sont supprimés définitivement de la consommation alimentaire (foie, cœur, cerveau, moelle épinière).

Nous devons rester vigilants sur les problèmes d'exportation vers les pays du sud, des farines animales dont le stockage n'est pas résolu, et des animaux porteurs de la maladie mais dont les symptômes extérieurs ne se sont pas encore manifestés. (Voir Annexes IV et V, page 45 à 48)

Dans sa 2^{ème} intervention Anita IDEL a parlé de la crise et de ses effets pour la recherche. Les questions concernant les animaux étaient marginalisées par les chercheurs dans le pays.

ETAT DE LA RECHERCHE EN ALLEMAGNE

On ne parle des animaux que depuis le problème de la vache folle. Aujourd'hui, les chercheurs se penchent sur le problème de l'alimentation animale et de nouvelles questions apparaissent.

Dans la première semaine après le premier cas officiel d'un animal contaminé, le marché de viande chutait de 80%. La diminution de la consommation de viande a entraîné des réactions de panique. Les représentants politiques étaient choqués.

L'état jusqu'à ce jour, par mesure d'économie, avait diminué le nombre de vétérinaires et de contrôles. Aujourd'hui, les coûts de la crise sont tellement importants que les politiciens sont prêts à réfléchir à l'intérêt d'une agriculture biologique à long terme et comparer les coûts de production avec l'agriculture traditionnelle.

Très nettement on peut considérer la crise de la vache folle comme une chance pour une politique écologique en Allemagne. Le Chancelier Schröder a décidé de changer la politique agricole, et d'encourager le développement de l'agriculture biologique, qui ne représente aujourd'hui que 2 % de l'agriculture (perspective 2011 : 20 % d'augmentation). Des subventions ont été débloquées pour encourager son développement.

Bien qu'il y a aujourd'hui une forte volonté politique de changement, il faut réaliser que l'agriculture biologique n'est pas prête pour un développement aussi rapide, tant au niveau de la recherche, des conseils, de l'organisation du circuit commercial, que des différents contrôles Nécessaires qui permettront de retrouver la confiance des consommateurs.

Voir Annexes IV : Rinderwahnsinn – Mit dem Handel in alle Welt verbreitet - page 45

Voir annexe V : Vache folle : L'Allemagne sous le choc - page 48

Voir Annexe VI : BSE Crisis Prompts Discussion on Agricultural Policy - page 49

La collecte de céréales

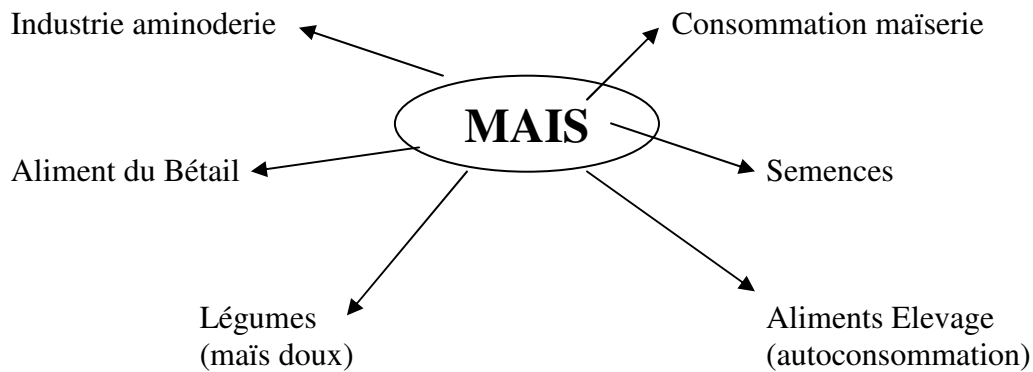
Cette collecte représente environ 10 millions de quintaux de céréales, 20 % sont destinés à l'alimentation animale, 65 % partent sur Bayonne et Bordeaux pour les industries (aminoderie, maïserie, semoulerie).

Pour la production de maïs dans le département : 40 kg de semences sont utilisés/hectare pour un rendement variant de 90 à 110 kg/ha.

Depuis 1955 avec la collaboration d'un centre de recherche, la coopérative s'intéresse à la production de semences, sa multiplication et la commercialisation de semences dans le monde entier.

En collaboration avec la BIOGENA une société de biotechnologie, des recherches de semences hybrides sont faites.

Le maïs est fédérateur de toutes les activités de la coopérative .



80 variétés de maïs sont semées entre le 15 février et le 15 mars.

L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE EN AQUITAINE

Charles Loustau

L'intervention de Charles Loustau, éleveur français et producteur de viande bio (une production animale à base d'aliments naturels sans produits chimiques) a permis de comprendre qu'il y a une reconversion des producteurs vers une production biologique, qui, il y a encore quelques années n'intéressait que très peu d'exploitants, mais qui aujourd'hui connaît une très bonne progression, du fait de la demande accrue de produits de meilleure qualité.

L'agriculture biologique en France est contrôlée par ECOCERT.

	Nombre d'Elevages engagés en Bio
AQUITAINE	787
PYRENEES ATLANTIQUES	105
SURFACES TOTALES EN AQUITAINE	1854 ha
Dans les Pyrénées Atlantiques	Surfaces des Cultures en Bio
Céréales	268 ha
Légumes	30 ha
Soja	182 ha
	Nombre d'animaux
Vaches production viande	293
Vaches laitières	117
Ovins	733

Malgré la forte demande des consommateurs, l'Agriculture biologique reste encore très marginale aujourd'hui, les surfaces réservées à l'agriculture biologique ne représentent que 1% des surfaces totales agricoles en Aquitaine (moyenne nationale 1,7 %).

Pour encourager son développement des aides à la reconversion ont été mises en place, des subventions nationales et Européennes sont prévues.

Ces mesures ont entraînés un nombre croissant d'agriculteurs intéressés.

En 2000 : 1125 élevages sont en reconversion. Certains ont choisi de signer un Contrat Territorial d'Exploitation (CTE). Ces contrats rentrent dans le cadre des mesures agri-environnement. Les Eleveurs perçoivent des subventions annuelles pendant la durée du contrat.

Ils s'engagent à respecter un cahier des charges édité par ECOCERT plus stricte que les exigences de la réglementation Européenne.

5 500 Entreprises travaillent autour de l'Agriculture Biologique, 800 nouvelles se sont créés durant cette année.

La commercialisation des produits biologiques reste un problème épineux. Les Eleveurs commencent à s'organiser, 15 % en Aquitaine font de la vente directe.

Entre 1998 et 2000 différentes productions ont augmenté :

Ces chiffres laissent présager un fort développement de l'élevage Bio dans les années à venir.

Porcs	48 %
Bovins	36 %
Ovins	32 %
Volailles	0 %

LA BELLE BÊTE AU PAYS CHAROLAIS ET AU PAYS PEUL

Étude comparative

Sada Mamadou BÂ

Monsieur BÂ demande aux auditeurs de sortir du cadre économique, pour porter un autre regard esthétique sur l'élevage.

Anthropologue et africaniste il fait une étude sur les Peuls et cherche les liens entre la religion et l'élevage.

On dit qu'entre le Peul et l'animal il y a une relation. Est ce que c'est une relation religieuse ? Le Peul respecte son animal comme un être humain.

Son étude comparative porte sur la relation avec l'animal en Afrique auprès d'éleveurs Peuls de la région de Tamba Counda au Sénégal et en France en pays Charolais.

Cette recherche a pour objet l'esthétique.

L'élevage se pratique, certes différemment d'une société à une autre car il est lié à un genre de vie et à un milieu naturel spécifique. Toutefois, on peut faire l'hypothèse qu'il mobilise partout un système de représentations où l'animal qui est l'objet de soins de l'éleveur, n'est pas seulement appréhendé comme une source de productivité mais aussi comme un être qui a quelque lien d'affinités avec l'humain et qui est susceptible de susciter des sentiments ou des émotions de type esthétique.

C'est dans le langage de l'esthétique, faisant appel à des notions de beauté, d'exemplarité et de conformité que s'expriment aussi bien chez les éleveurs charolais que chez les éleveurs peuls, les perceptions, les catégories conceptuelles et les états affectifs qui définissent une orientation spécifique du rapport homme/ animal.

"...Chaque race bovine se caractérise par un trait de caractère ou comportemental spécifique. Mais tout se passe comme si ce trait n'était pas appréhendé comme un trait naturel mais comme la résultante d'un mode de façonnement de l'animal par le groupe qui l'a élevé. Les propriétés spécifiques qu'on attribue à une race de bétail fonctionne comme une sorte de blason du groupe qui lui a imprimé sa marque..."

Voir Annexe VII : page 50 à 55

LA REVOLUTION DU BETAIL

Dr Ilse KÖHLER-ROLLEFSON

Une étude comparative à travers le monde laisse apparaître une augmentation régulière de la consommation de viande qui laisse présager une exportation des industries agroalimentaire vers les pays en voie de développement.

Cette augmentation de la production animale pourra être couverte par l'augmentation de la production de céréales dû au génie génétique.

Comparaison de la consommation de viande en 1974 et 2000 en million de tonnes

	1974	2000
Pays du Nord	90	110
Pays du Sud	40	200
Monde	110	310

Si la consommation de viande dans les pays du Nord n'a augmenté que de 12 % elle a quintuplé dans les pays du sud en 26 ans, et a triplé sur l'ensemble du monde.

Cette augmentation de la consommation de viande demandera une forte augmentation de la production céréalière qui sera utilisée pour l'alimentation des animaux. Une telle augmentation de la production céréalière n'est possible que par le génie génétique.

En 2020 l'utilisation des céréales pourrait se partager ainsi :
62 % pour l'alimentation
26 % pour le foin
12 % autres

Avec une intensification des élevages industriels au Sud les revenus de millions de personnes qui vivent des élevages traditionnels sont menacés.

Aujourd'hui 70 % des personnes dans les pays du Sud dépendent de l'élevage.

- 640 million de petits élevages dépendent des pluies
- 190 million de pasteurs vivent dans les zones de montagne
- 100 million d'éleveurs sans terre pratiquent l'élevage pour survivre.

Pourtant ces petits élevages représentent des avantages économiques, écologiques et culturelles

- utilisation durable du sol (production durable et vivrière)
- diversité génétique
- indépendance des intrants
- production de fumure par les déchets organiques
- amélioration des revenus et création d'emplois.

Le passage de petites exploitations à l'élevage industriel a eu pour conséquences :

- la migration des éleveurs vers les villes
- la disparition des petits éleveurs
- la pollution et les problèmes d'eau
- le déclenchement de nouvelles maladies animales.

Nous devons réfléchir sur les conséquences d'une production industrielle de l'élevage sur le plan mondial. Nous connaissons les problèmes de pollution de l'air, de l'eau, mais il existe également le problème de la dépendance des nations concernant leurs importations, entraînant la disparition progressive des petits élevages et des races locales. Puis vient alors le problème du bien être des animaux dans les structures d'élevage industriels et des risques de transmission de maladie chez les humains.

Que pouvons-nous faire ?

Des mesures d'aides sont proposées pour aider les petits éleveurs et les agriculteurs :

1. accès au crédit
2. meilleurs soins (appropriation des services sanitaires)
3. amélioration de la qualité de l'eau (droits aux pâturages)
4. accès au marché.
5. support du gouvernement.

Stratégies à mettre en place.

- Internationalisation des coûts de protection environnementale
- Soutien à la biodiversité
- Label pour la production des systèmes extensifs
- Etude de l'impact génétique.

Le développement de l'élevage doit être endogène (c'est à dire il doit savoir utiliser le potentiel génétique, les ressources naturelles locales, mais aussi les savoir faire locaux.)

Deux grandes rencontres sont prévues :

- Congrès Mondial sur l'alimentation : Novembre 2001 (n'a pas eu lieu)
- Convention sur la diversité Biologique : Mars 2002
(réservé aux productions végétales).

Le C.M.E. doit se positionner auprès des O.N.G. et se rapprocher d'autres initiatives existantes, pour protéger les petits élevages traditionnels.

Cette présentation a suscité de nombreux débats parmi les participants.

* *Ousmane Mody BA* soulève le problème de l'incitation à l'insémination artificielle dans la région de Dagana au Sénégal. Les Eleveurs traditionnels qui inséminent reçoivent une dotation en aliment du bétail. En 2000 – 330 inséminations ont été faites, 700 en 2001.

* *Mohamed de DOFANA* pense que les éleveurs traditionnels doivent être aidé pour accéder aux crédits afin de mieux gérer leurs espaces et faciliter la commercialisation. Les éleveurs doivent apprendre à s'organiser pour vendre eux mêmes leurs productions. Aujourd'hui ils doivent être soutenu pour obtenir des crédits bancaires et des garanties de paiement.

* *Alain DUPORT* reprend l'idée de la nécessité de la création de petits groupes d'éleveurs organisés pour la commercialisation

* *Cissé MOUSSA* explique qu'au Mali les autorités politiques et techniques ont mis l'accent sur l'agriculture mais très peu sur l'élevage. Les éleveurs ont été délaissés mais ils sont restés libres.

Voir Annexe VIII : Tierproduktion im Süden. Nachhaltig oder industriell ?
Elevage du Sud durable ou industriel ?

page 56 à 59

VISITE D'UN ELEVAGE BIOLOGIQUE EN FILIERE VIANDE

Charles Lousteau

Charles Lousteau, un des organisateurs du forum est un exploitant qui produit de viande bio depuis plus de 20 ans. Spécialisé dans l'élevage de la *Blonde d'Aquitaine*, une des trois principales races à viande en France, Charles tient une ferme s'étendant sur 60 hectares dans les côteaux du Béarn avec une centaine de têtes. Il élève les vaches pour produire des veaux de boucherie qu'il livre après abattage et contrôle sanitaire à une clientèle avec laquelle il a des contrats.

L'élevage de Charles s'étend sur 60 hectares dans les coteaux du Béarn. Installé depuis plus de 15 ans, il a choisi l'élevage de bovins viande de race blonde d'Aquitaine.

Il a débuté seul avec très peu d'animaux et peu de terre, ses parents n'étaient pas paysans. C'est un choix personnel. Très vite il a choisi de travailler en filière biologique, et aujourd'hui d'autres commencent à suivre son exemple. Soutenu par un technicien spécialisé en agriculture biologique, il a fait sa reconversion très vite après son installation.

Aujourd'hui il possède 40 vaches adultes, 33 génisses et 29 veaux.

Bâtiments :

- Une étable entravée, avec box pour veaux le nettoyage se fait avec l'aide du tracteur et d'un godet. Les génisses sont parquées à l'extérieure de l'enceinte de la maison.
- Un hangar de stockage du foin
- Un hangar à matériel qui abrite tout le matériel de fenaison que les participants ont pu admirer.

Un nouveau bâtiment est en projet de type stabulation libre qui sera destiné aux génisses.

Alimentation :

Elle est à base de foin toute l'année plus maïs et blé broyés, produits sur l'exploitation selon le cahier des charges ECOCERT.

La ration hivernale se compose de 10 kg de foin /jour/ vache plus environ 3 kg de mélange blé, maïs pour les mères allaitantes.

Commercialisation :

Pour commercialiser sa production en filière biologique, Charles a créé une Association, Pyrénées-Océan. Elle regroupe sept autres producteurs de viande Biologique, ensemble ils peuvent faire de la vente directe aux consommateurs.

Chaque semaine, les animaux veaux de 5 à 6 mois ou vaches adultes sont emmenés à l'abattoir, découpés selon les commandes des particuliers et livrés à domicile.

Aujourd'hui les veaux se vendent à 72 francs/kilo, les animaux adultes à 65 francs/kilo.

En comparaison un éleveur qui vend directement à un négociant, ne peut espérer pour un veau que 20 à 22 francs/kg et pour une vache entre 22 et 29 francs/kg. Le bénéfice que Charles peut réaliser correspond à son travail de prospection, de soin à ses animaux et à son engagement en bio. Son fils vient de terminer ses études agricoles, il est aussi intéressé par l'élevage biologique.

Avec son élevage bio, il bénéficie de la confiance des consommateurs auxquels il livre des produits de très bonne qualité à un prix compétitif.

L'HOMEOPATHIE VETERINAIRE

Dr Alain DUPORT

Après la visite de la ferme Bio, Alain DUPORT Vétérinaire homéopathe, nous expliqua son approche homéopathique auprès des animaux qu'ils rencontrent dans les exploitations de la région.

Sa démarche est basée sur l'observation et la sensibilité. C'est l'éleveur qui va lui donner toutes les indications qu'il a besoin, il en fait une synthèse.

Il observe l'animal, son port de tête, son poil, ses bouses.

Il divise alors l'animal en quatre parties : avant, arrière, dessus dessous.

Il regarde le bâtiment, il se renseigne sur l'alimentation, il regarde attentivement le poil, les cornes, les écoulements, la position dans le troupeau.

La maladie c'est la santé dans un autre état. Il faut rechercher la maladie par l'intérieur, le climat, l'alimentation, la courbe d'énergie. L'énergie peut se transformer par des éléments extérieures en maladie, visible par des symptômes. La chance c'est que l'animal exprime des symptômes.

La guérison peut se passer toute seule. On peut aussi aider. On aide l'individu à revenir à son état, souvent en allant dans le même sens. C'est une pratique plus respectueuse de l'individu. L'homéopathie est une façon de soigner, les hommes ou les animaux, inventé dans les années 1800. Elle est basée sur : les symptômes, et l'observation.

Le remède utilisé est à base de plante. Chaque remède permet de faire coïncider les symptômes du malade aux symptômes du produit.

En diluant le remède on obtient moins d'effets secondaires. La dynamisation c'est secouer le produit pour l'énergétiser.

Voir Annexe IX : Bases de l'homéopathie, page 60

*Après le repas du soir, le film « **Rencontres sur la voie lactée** » de Jürg Neuenschwander a été visionné avec les participants et les étudiants de l'école rurale de Mont. Bien que les conditions n'étaient pas optimales le public était ému et très enthousiaste par ce métrage qui a pu montrer une tentative de dialogue entre les éleveurs du Nord et du Sud. Les participants au 6^{ième} CME considèrent ce film comme un très bon moyen de promotion de l'idée du CME. Le film peut jouer un rôle important pour faire passer les idées du CME, pourvu qu'il soit montré dans un contexte qui permet la discussion et les échanges après la vision. Les participants du forum avaient sollicité des cassettes vidéos pour leurs sections.*

Voir Annexe X : page 62 à 65

L'ELEVAGE EN INDE

W.M.K. WARSI

Les effectifs des animaux que l'on rencontre en Inde se découpe ainsi :

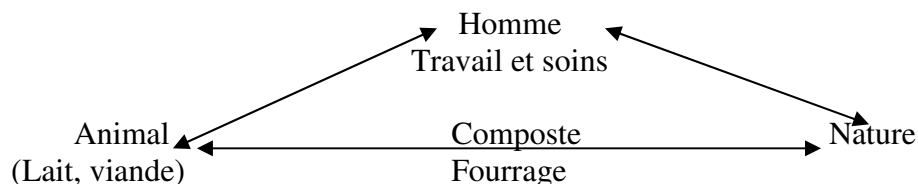
	En Million
Vaches	185
Buffles	61
Moutons	45
Chèvres	197
Volailles	156

Si l'Inde tient la première place dans le monde par rapport à l'effectif total de vaches, sa production laitière par animal et la plus basse du monde.

Au niveau de l'alimentation les quantités disponibles sont largement inférieures aux besoins.

BESOINS	Million de tonnes	DISPONIBILITES
Fourrages verts	932	250
Fourrages secs	750	414

Nos interventions doivent être centrées sur la recherche de solutions au problème alimentaire. Depuis 30 ans la situation de l'Inde a vraiment changé. Après des années de sécheresse, nous avons commencé une révolution verte qui a changé la situation de l'élevage. Cette révolution se situe au niveau de la relation homme-animal.



Après la révolution verte, l'animal a été remplacé par la machine, (le tracteur). Les engrais chimiques ont été introduits. Le petit éleveur souffre avec l'introduction de l'élevage industriel. L'extension de l'agriculture, les nouvelles cultures ont accentué la désertification.

Comment changer cette situation pour les petits éleveurs ?

- Soutenir la productivité de la terre
- Préserver les ressources naturelles
- Garantir la sécurité alimentaire
- Respecter les pratiques locales pour une meilleure intégration des techniques modernes.

Il est nécessaire que l'Inde s'ouvre au marché mondial, car sa production agricole est importante mais les moyens mis en œuvre restent faibles.

L'argent donné par la Banque Mondiale est conditionné à des règles, alors que la majorité des éleveurs (80 % en Inde) sont marginalisés par la taille de leur exploitation, donc pénalisés.

Voir Annexe XI : Livestock rearing in India – present situation and challenges, page 66 à 69

Après la présentation de la situation de l'élevage en Inde, le forum donnait la parole aux représentants des associations des consommateurs en France et en Allemagne. La situation évoquée par le représentant des associations de consommateurs de la région des Pyrénées était un appel à la vigilance nécessaire et démontrait une fois de plus la perte de confiance et la peur des consommateurs dans une politique de cache-cache et de manque d'information.

LA PLACE DES CONSOMMATEURS EN FRANCE

Monsieur CAMY

L'Europe a perdu ses repères, en France on a utilisé les hormones pour les veaux et pour augmenter la production laitière.

Des Associations de Consommateurs interviennent dans différents secteurs d'activité : (immobilier, assurances, automobiles, santé, alimentation etc...).

Elles servent à prévenir des abus. Ces associations ont mis en commun leurs compétences et leurs informations pour avoir plus de poids. C'est ainsi que dans le département des Pyrénées Atlantiques, dix Associations se sont regroupées au sein du Centre Technique Départemental de la consommation (C.T.D.C.).

En juillet 1990 : elles sont les premières à soulever le problème de la vache folle. Un courrier a été adressé aux instances Départementales aux différents ministères intéressés et à l'Europe pour signaler nos inquiétudes. Ces différents courriers sont restés sans réponse.

Fin d'année 2000 les responsables de l'UNAF (Union nationale des associations familiales) se sont regroupés avec les différentes instances ministérielles, la filière bovine, les responsables de la santé publique, les représentants de la consommation etc.. pour faire le point sur les risques encourus lors de la consommation de viande et sur les mesures prises en France et en Grande Bretagne à ce sujet.

Nous n'œuvrons pas contre les éleveurs, bien au contraire., nous voulons travailler ensemble, et cherchons à être efficaces.

Les différentes actions menées en ce sens ont conduit à limiter la production des veaux en batterie et à proscrire l'utilisation des hormones.

Aujourd'hui nous avons des doutes sur les autres espèces animales, nous souhaitons donc travailler avec tous les intervenants des différentes filières.

Nous demandons une meilleure traçabilité et des cahiers des charges plus rigoureux.

Nous voulons connaître ce que nous mangeons, et nous exigeons une traçabilité pour chaque produit consommé.

Plusieurs instances se préoccupent maintenant des problèmes liés à la consommation de viande. Concernant, la gestion du risque d'encéphalite spongiforme bovine (ESB), le comité national de Sécurité alimentaire a fait l'objet de plusieurs interventions. Par ailleurs l'agence française de sécurité sanitaire des aliments (AFSSA) suit les résultats des programmes de surveillance active de l'ESB dans les catégories de bovins à risque.

Tous les pays (Japon par exemple) risquent d'être atteints, ce qui restreint dans certains cas les exportations. La Chine refuse d'importer de la viande du Japon.

En ce qui concerne le problème de la transmission de la maladie de la vache folle, nous ne savons pas précisément comment elle se transmet.

Nous nous élevons contre toute déclaration péremptoire qui dit qu'il n'y a pas de risque. Nous savons qu'il y a des risques, des suspicions quand à la transmission de la maladie par le sang. Nous déplorons le manque de transparence sans lequel le consommateur ne peut pas retrouver la confiance.

Des représentants de la filière bovine anglaise sont venus en France pour réfléchir sur les mesures à prendre et apporter quelques informations sur les mesures déjà prises en Angleterre.

Il a été décidé de supprimer tous les tissus nerveux de toutes les carcasses qui rentrent dans les abattoirs et de pratiquer des tests systématiques sur tous les bovins de plus de 12 mois. Mais ces tests ne sont efficaces que sur les maladies déclarées.

700 000 bêtes ont été testées : 24 cas trouvés en France (particulièrement en race laitière).

Mme Brugière Piquou, professeur de pathologie du bétail à l'école Vétérinaire de Maison Alfort, responsable de la recherche sur cette maladie, se bat pour attirer l'attention sur la dangerosité de l'E.S.B., ses travaux présentés en 1990 n'ont jamais été publiés.

La recherche dans ce domaine a été supprimé depuis 1980.

En 1988 quand elle avait proposé un article sur la "Dépêche vétérinaire" au sujet de l'ESB on le lui avait refusé. L'ESB était considéré comme une curiosité scientifique et non comme un problème d'actualité. Au moment où tout le monde en riait fort des certitudes concernant la barrière des espèces, elle fut l'une des rares, comme nous l'avions fait en 1990, à dénoncer les risques de passage de la maladie bovine à l'homme.

Maintenant, elle est membre du Comité Scientifique de suivi du programme d'épidémiologie-surveillance de l'ESB en France.

Chacun dans son pays doit rester vigilant, car maintenant se pose le problème des stocks de farine animale. Il ne faudrait pas que d'autres circuits économiques se mettent en place pour s'exporter vers les pays du Sud.

Les farines animales sont interdites mais elles ne sont pas détruites. Elles restent un problème qui risque de toucher maintenant notre environnement. Il y a un réel problème d'information. Restons tous très vigilants sur ces questions !

Pour terminer, on peut estimer que lorsqu'on regarde le chemin parcouru ces dernières années, beaucoup de chose ont été faites même s'il reste encore beaucoup de chemin à parcourir.

Le fait d'être ici rassemblé et venant de nombreux pays, montre la conscience que nous avons tous des problèmes qui se posent à l'élevage. Nous sommes tous éleveurs et consommateurs du monde entier, unis dans la même volonté de refuser des pratiques qui dans certains pays ont conduit à la situation actuelle et désireux de travailler ensemble pour un élevage sain et traditionnel.

« USTER PLUS », ASSOCIATION SUISSE DES PAYSANS

Beat Hürlimann, paysan

Initiée par quatre paysans en 1998 dans la ville d'Uster en Suisse, « Uster plus » est aujourd'hui une Association composée de 120 membres (33 producteurs agricoles ; 7 producteurs en vente directe ; 15 commerçants en lait ; 10 entreprises distributrices de services/ transporteurs, imprimeurs ; 8 transformateurs/bouchers, boulangers ; 1 foyer Handicapés mentaux ; 50 membres consommateurs).

L'hétérogénéité des membres d'« Uster plus » fait preuve de la solidité de sa vision :

« Nous nous investissons dans les circuits locaux et offrons des produits et des services locaux. Ainsi nous soutenons l'économie et l'artisanat local et nous prenons soins de notre espace de vie. Nous sommes des moteurs, nous nous battons pour une information transparente, nous donnons des impulsions et nous créons des réseaux locaux et de l'emploi. »

Cette Association se trouve dans la ville d'Uster qui regroupe 28 000 habitants, dont 7 000 travaillent à Zurich et 5 000 viennent travailler à Uster. Uster est une ville qui a grandi rapidement et la qualité de vie ne se développait pas aussi vite que son progrès économique. La politique et l'industrie essayaient de rendre attirante cette région et d'arrêter ainsi le flux vers le centre de Zurich.

Beat Hürlimann, lui-même producteur et membre d'« Uster plus », est convaincu que la politique doit jouer un rôle important pour augmenter la qualité de vie dans une région, mais la région a également besoin des initiatives privées qui sont le vrai moteur d'un développement durable et par lesquelles les habitants eux-mêmes définissent et améliorent la qualité de la vie d'une région.

Toutes les productions de l'Association respectent une éthique, de différents produits animaux et végétaux sont proposés (lait, viande, fruits). L'Association n'achète pas et ne vend pas les produits, mais s'occupe de leur promotion, de chercher des points de vente pour les produits 'Uster plus', d'échanger des conseils et des idées, de créer des liens entre les producteurs et les consommateurs.

Aujourd'hui « Uster plus » est devant ce dilemme : rester une Association de prestige pour quelques produits agricoles de la région, ou bien d'intégrer des activités complémentaires dans son programme.

Les objectifs de l'Association sont :

1. Promouvoir les talents de chacun
2. Développer les productions de qualité
3. Organiser des rencontres.

Dans l'Association les tâches sont réparties : promotion, protection, assainissement, solidarité, communication échange. Chaque membre est un animateur qui doit être capable de soutenir des initiatives, d'améliorer la qualité, donner des impulsions.

Parmi les contraintes rencontrées Beat Hürlimann a cité

- le financement qui reste un problème important,
- une compétition qui s'est établie entre producteurs et transformateurs
- une demande de plus en plus forte des consommateurs que l'Association ne peut pas toujours honorer.

Mais tous les espoirs sont permis pour l'avenir, car les prix aux producteurs ont augmenté de 20 % à 40 % par rapport au produit traditionnel.

Voir Annexe XII : Association « Uster Plus » - page 70 à 72

La crise de la vache folle a clairement montré que les consommateurs dans les pays développés ont le pouvoir de faire tomber le marché par le seul boycott d'un aliment et le refus d'achat. Ce pouvoir a été démontré par la peur existentielle de la masse critique devant l'inconnu de la maladie Kreutzfeld-Jacob. Seulement, aujourd'hui la peur semble être oubliée, la confiance se remet en place entre le producteur et le consommateur, les chiffres de vente ont remonté, mais chuteront certainement après le prochain scandale E.S.B. Quel est donc le comportement des consommateurs envers la crise permanente du secteur agroalimentaire ? Sont-ils prêts à acheter des produits de qualité, ou recherchent-ils toujours la quantité ?

Le cas de l'Allemagne, une appréciation.

SITUATION DES CONSOMMATEURS EN ALLEMAGNE

Barbara Sester

1. Habitude des consommateurs

Moins de 3% de personnes travaillent dans le secteur agricole. L'offre des produits agricoles est très grande, il y a beaucoup de publicité.

70 % des aliments sont commercialisés par 5 chaînes de supermarchés (il y a donc une grande concurrence des prix).

Un ménage allemand consacre environ 13 % de son revenu dans l'alimentation et fait ses courses deux fois par semaine.

Les producteurs n'ont pas de contacts directs avec les consommateurs.

2. Historique de l'évolution de la productivité :

Un agriculteur nourrit :

Années	Nombre de personnes
1950	10
1960	17
1970	29
1980	48
1990	68
1996	104

Après la deuxième guerre mondiale, l'offre du marché est donc plus importante. La révolution verte a augmenté la productivité.

3. Sensibilité des consommateurs :

En Allemagne les consommateurs ont été sensibilisés aux problèmes de dioxine dans les œufs, et d'hormones utilisés pour les veaux. Les consommateurs en ville ne connaissent pas les agriculteurs, ils s'en méfient, et les considèrent souvent comme des pollueurs.

4. Pouvoir des médias :

Les médias jouent un grand rôle, préférant les scandales, les sensations il est très difficile d'obtenir des informations objectives. Il y a eu beaucoup d'information sur l'E.S.B., ce qui a entraîné une chute de la consommation de viande de 13 %, (45 % en viande bovine). Mais les consommateurs se sont plus intéressés à l'agriculture et aux méthodes d'élevage.

5. Ministère pour le droit des consommateurs :

En janvier le Ministère de l'agriculture a décidé de créer un nouveau Ministère pour le droit des consommateurs. Ce Ministère a pour rôle de mettre en place des mécanismes de contrôle. Les consommateurs et les politiques ont pris conscience des dangers de la productivité, de nouvelles aides sont mises en place pour soutenir l'agriculture biologique.

Les éleveurs doivent réfléchir leurs méthodes de production.

Le Ministre de l'agriculture prévoit une augmentation de 20 % dans les 10 ans en agriculture biologique.

Les consommateurs sont mal informés du coût de production en Bio pour justifier un prix plus important.

Mais pour l'avenir si les consommateurs sont convaincus de l'intérêt d'acheter des produits biologiques, les éleveurs accepteront de faire une reconversion. Pour le moment ils hésitent à cause du marché.

Pour débloquer une telle situation, il est important **d'encourager les éleveurs à produire et commercialiser localement , de faire d'autre part beaucoup de publicité autour des produits pour attirer les consommateurs.**

Il faut que les producteurs soient en contact avec les consommateurs afin qu'une relation de confiance puisse s'installer entre eux.

VISITE DE LA FERME AUBERGE PINPARELA

La ferme auberge se situe en vallée d'Aspe en zone de Montagne, dans le village de Osse en Aspe.

L'exploitation est essentiellement tournée sur la production de brebis laitière, avec la transformation du lait en fromage.

Aujourd'hui l'exploitation compte entre 80 et 100 brebis laitières. La moyenne départementale est de 80 litre de lait/ an /brebis pour une production qui s'étale sur 5 mois.

La moyenne locale est de 120 litres/brebis pouvant aller parfois jusqu'à 160 litres/brebis.

Les agneaux sont vendus à moins de 40 jours sous le Label Rouge : "Agneau de lait" au prix de 17 francs le kilo.

Le fromage est vendu sous l'A.O.C. "Ossau Iraty".

Les brebis transhument en montagne durant 2 mois et demi (mi-juin à fin septembre).

Si le couple a choisi d'ouvrir une auberge, il y a 6 ans sur leur lieu d'habitation, c'est pour valoriser leur production à la ferme, et être en contact avec une clientèle, qui vient pour acheter leur fromage.

Ils servent des repas, toute l'année, réservés à l'avance au prix de 60 ou 85 francs.

Les clients, peuvent déguster le fromage, et acheter des produits locaux miel, confiture.

LE CONTEXTE DE MONDIALISATION

Jean Lesgards

Agir localement – penser globalement. Ce paradigme influence énormément le bien-être des petits agriculteurs et éleveurs qui veulent vivre de leurs produits agricoles. Il est nécessaire de bien comprendre le contexte de la mondialisation dans le petit comme dans le grand.

L'économiste Jean LESGARDS a commencé son intervention pertinente par la question suivante :

Comment tirer parti individuellement et collectivement des opportunités offertes par la mondialisation et développer son potentiel personnel ?

Il est nécessaire d'apprendre à utiliser ce contexte de mondialisation, pour innover, trouver de nouvelles manières de faire et d'être individuellement ou collectivement et vivre une nouvelle aventure humaine, s'ouvrir à soi et rencontrer l'autre dans son propre modèle du monde.

Elargir son modèle du monde c'est accroître ses possibilités de choix, c'est dépasser des croyances limitantes ou dangereuses pour soi. Ceux qui refusent le changement vivent une discordance entre eux-mêmes et l'évolution de l'environnement. Il faut s'entraîner à penser, à se mouvoir dans la complexité et l'incertitude.

I - Contexte actuel de la mondialisation (composantes, effets)

II - Orientation de l'économie de marché avec l'action territoriale

III – Comment se préparer individuellement et collectivement pour être efficace ?

I Le contexte actuel de la mondialisation :

a) Les composantes :

La mondialisation existe depuis plusieurs siècles, et se caractérise aujourd'hui par une augmentation des échanges internationaux. Le profit, la rentabilité sont devenus des moteurs de l'économie.

Pour assurer une rentabilité maximale, les entreprises doivent investir, il y a alors augmentation des emplois.

La demande de consommation et d'investissement doit augmenter en même temps.

b) Les effets :

En 1980 : la France, l'Allemagne et l'Angleterre ont optimisé la rentabilité, dans le même temps les taux d'intérêts ont augmenté

Cette politique de désinflation compétitive a entraîné une augmentation du chômage.

Les Etats Unis pratiquent une politique de taux d'intérêts très bas, et obtiennent une croissance ininterrompue pendant plus de 10 ans. Aujourd'hui les USA traverse une période de stagnation économique

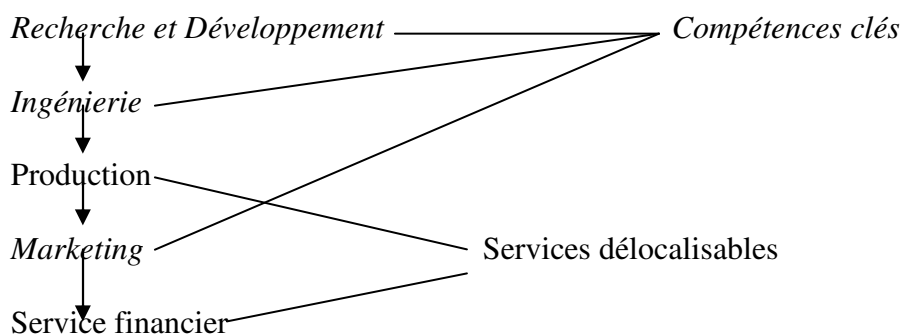
En 1990 : le taux de chômage augmente en Europe, entraînant un ralentissement de la croissance.

Dans le même temps, on constate une accélération du progrès technique, plus particulièrement dans trois secteurs : aérospatiale, information, biotechnologie.

Le commerce international change de nature, les exportations concernent de plus en plus des produits intermédiaires (ex. des pièces automobiles).

Dans les pays développés on ne se concentre que sur des compétences clés (ingénierie, marketing). L'entreprise non-compétitive au niveau de la recherche doit disparaître du marché.

Dans le schéma traditionnel d'une entreprise, certains postes de moindre importance sont délocalisés, d'autres considérés comme poste clés représentent la matière grise de l'entreprise et ses perspectives d'avenir.



L'innovation est pour une entreprise le seul moyen de s'en sortir.

Dans un même temps, on assiste à un accroissement des échanges commerciaux entre les entreprises les plus compétitives, avec la mise en apparence des compétences clés.

Il y a aujourd'hui à de très forts mouvements de fusion d'entreprises, d'acquisition permanente pour certaines et de disparitions pour les moins compétitives.

Par exemple le groupe français VIVENDI spécialisé au départ sur l'eau, a racheté une quantité importante d'entreprises, et s'occupe aujourd'hui de communication et de téléphonie mobile. Ce groupe emploie plus de 300 000 salariés.

Les actionnaires actuels sont des salariés (fonds de pensions valorisés en Bourse). Ces salariés sont très exigeants, puisqu'ils demandent des taux d'intérêt très élevés (14 –15 %).

Résultat : si la rentabilité d'une entreprise est trop faible, les épargnants vont là où il y a du profit. Certaines entreprises voient leurs valeurs s'effondrer et risquent d'être rachetées.

Nous vivons maintenant dans une logique de profits à court terme. Pour survivre l'entreprise est condamnée à faire des profits de plus en plus importants. Cette logique de profit ne touche que les pays du Nord.

L'innovation est pour une entreprise le seul moyen de s'en sortir. L'innovation a entraîné une évolution remarquable de la médecine par exemple.

II Orientation de l'économie de marché avec l'action territoriale :

Le moyen pour s'en sortir c'est l'action locale. Chaque Homme et chaque Femme est capable de choisir et de construire son propre futur et si chacun est préparé la société du futur pourrait être différente.

Un individu a besoin du groupe et le groupe a besoin de l'individu.

Dans le cadre d'une démarche prospective, il est important de respecter les valeurs et les croyances du territoire concerné , et d'agir solidairement dans le respect de ces valeurs et de ces croyances.

La démarche prospective peut être définie comme le fruit d'une part de l'influence déterminante du passé et du présent et d'autre part, des choix, de la volonté et de l'action sur le présent.

Il y a des valeurs collectives qui font avancer. Le rôle de l'animateur s'est de redonner confiance pour amener à une autonomie.

Tout projet de développement doit partir, de la culture existante du territoire et doit être soutenu par différents partenaires économiques et sociaux. Il est nécessaire alors de mettre en place un conseil des élus qui adoptent et soutiennent les projets. Ces projets peuvent être alors soumis à l'approbation de la région et de l'état pour obtenir des financements.

III Comment se préparer individuellement :

Chacun vit avec son propre modèle du monde, et agit en fonction de sa vision du monde.

La représentation que l'on se fait de la réalité n'est pas la réalité, et toute personne à la sienne propre. Ce qui explique les désaccords, les difficultés à vivre ensemble, les conflits. Chacun est le résultat de ses interprétations.

Nos comportements sont les fruits de notre système interprétatifs, il existe des systèmes interprétatifs positifs faits pour avancer, d'autres réducteurs, pessimistes voir dangereux..

Nous possédons chacun en nous-même, les moyens dont nous avons besoin pour faire face à toutes les situations que nous rencontrons.

Comment mobiliser nos ressources personnelles pour changer ?

- . *Elargir sa vision du monde*
- . *Quitter l'univers des certitudes*
- . *Savoir se fixer des objectifs concrets, réalistes*
- . *Cultiver ses capacités d'écoute et d'animation.*

LE RESEAU ATTAC EN FRANCE

Olivier BLAMANGIN

ATTAC est une Association qui a été créée en 1998 pour lutter contre les effets pervers de la mondialisation et mettre en place un soutien aux citoyens.

Le sigle ATTAC veut dire : **Association pour la Taxation des Transactions pour l'Aide aux Citoyens.**

Il fait référence à une proposition de James Tobin Economiste Américain (Prix Nobel d'économie) qui a proposé de taxer les transactions spéculatives sur le marché des devises à un taux de 0,1 % .

Une taxe de ce type permettrait de lutter contre la spéculation et sans doute de rapporter 100 Milliards de dollars/par an, qui pourraient notamment être affectés au financement du développement des pays du Sud.

Ce n'est pas la seule revendication d'Attac, mais un symbole de la volonté de ré-appropriation par les citoyens des grands enjeux de la mondialisation économique.

Cette Association a connu un développement très important. Elle regroupe aujourd'hui en France 25 000 adhérents, 130 groupes locaux, et 100 municipalités.

Ce n'est pas un parti politique, et n'a pas de vocation à le devenir, ses principes sont basés sur la laïcité, l'indépendance et la pluralité de ses actions.

ATTAC s'est développé en France, mais aussi en Belgique, en Italie, en Suisse, en Espagne, au Brésil et en Argentine.

On assiste, aujourd'hui à la naissance d'un mouvement international très important.

Face à la mondialisation, de nombreux mouvements citoyens aspirent à un changement et une prise en compte du territoire local.

Ils cherchent à articuler local et global, à travailler au quotidien tout en revendiquant le droit de s'intéresser, et d'avoir des choses à dire, sur le global, sur les grandes décisions internationales.

Ils ne proposent pas d'alternatives de développement "clés en main", mais des actions innovantes peuvent se mettre en place grâce à des réseaux locaux (organisations de consommateurs, confédération de paysans, mouvement de citoyens, etc.) qui oeuvrent tous pour la reconnaissance et le respect des citoyens.

C'est à partir du local que se construisent des organisations et des stratégies de développement.

Voir Annexe XIII : Plate-forme de l'association ATTAC - page 73

L'ELEVAGE EN AFRIQUE

Au Nord les petits agriculteurs et éleveurs sont obligés de diversifier leurs offres sur un marché de surproduction. Les consommateurs - à la suite de la maladie de la vache folle - cherchent de plus en plus la qualité, non pas seulement par des raisons éthiques mais plutôt par une crainte existentielle.

Les représentants des quatre pays africains situés au Sud du Sahara ont peint une situation de l'élevage marquée par une contrainte foncière liée à la pression démographique sur les terres et une remontée des cultures vers les zones d'élevage. N'ayant pas un espace délimité, les éleveurs traditionnels font aujourd'hui face à une insécurité foncière qui les rend de plus en plus instables et vulnérables. Les zones pastorales se transforment en zones agro-pastorales, avec un rétrécissement significatif des couloirs de passage et un accès difficile vers les points d'eau. Cette eau qui est une denrée rare en saison sèche est très recherchée. Autour des points d'eau permanents (puits pastoraux qui sont souvent des aménagements vieillissants) il y a de très fortes concentrations d'animaux qui n'arrivent pas à atteindre certaines zones de pâturages très éloignées où l'herbe est abondante, mais l'eau introuvable.

En matière de *production animale*, l'intervention de *Moussa CISSE*, de la Section CME-Mali a permis de comprendre que le mode extensif de production et la mentalité des éleveurs traditionnels plus intéressés par un grand cheptel n'ont pas favorisé le développement d'un élevage productif et compétitif. La production de lait est encore très faible et celle de la viande n'existe presque que sous forme de vente d'animaux sur pied envoyés vers les pays côtiers (Côte d'Ivoire, Ghana).

La consommation de viande est elle aussi encore en deçà de la norme préconisée par la FAO (12 kg de viande par personne et par an au Mali, alors que la norme internationale recommandée est de 42 kg par tête et par an). Mais malgré cette faible productivité de l'élevage, celui-ci participe pour 26 % au volume global des exportations au Mali.

Voir Annexe XIV : Production et consommation de viande au Mali - page 75 à 80

L'ELEVAGE AU NIGER

Mansour MOUTALI ELHADJI

Mountari Mansour de la section CME-Niger a abordé le sujet de la transhumance, mais surtout des *grandes stratégies* développées par les éleveurs pour faire face aux grandes périodes de sécheresses qui déciment le capital animal et qui exposent les éleveurs à une situation où la survie devient une priorité. Ces stratégies sont basées sur :

- la mobilité (grande et petite transhumance),
- l'éclatement du troupeau familial,
- le système qui consiste à confier çà et là à des parents ou amis des laitières,
- la tendance à diversifier les activités (combinaison agriculture, élevage et petit commerce).

Présentation de la carte du Niger :

Le Niger n'a aucun accès à la mer, il est entouré au Nord par l'Algérie et la Libye, à l'Est par le Tchad, au Sud par le Nigeria et le Burkina, à l'Ouest par le Mali.

Ce pays abrite 9 millions d'habitants et 7 millions d'animaux. C'est un pays à vocation rurale, tourné vers la culture et l'élevage, sa communauté pastorale représente 22 % de la population.

Il y a trois grandes zones : au Nord , zone désertique
: au Centre, zone agropastorale
: au Sud , zone agricole.

Le découpage administratif se fait par Départements, Arrondissements, Cantons (dirigés par des chefs de canton souvent chefs de tribus qui administrent des hommes et des espaces), et villages.

L'administration est dirigée par 85 % d'agriculteurs.

Tous les gens sont armés, contrairement au Burkina Faso ou au Mali, le climat politique est très dur. Depuis la fin de la guerre au Tchad il y a un marché des armes, et les conflits sont importants et meurtriers.

Avant 1970 : l'élevage tenait la première place des exportations, l'uranium la 2ième place.

L'Elevage :

L'élevage se fait à l'échelle familiale, l'élevage traditionnel représente 70 % du cheptel. On rencontre différentes catégories d'élevage : bovins, ovins, chameaux, équins, ânes, et volailles. Aucune politique d'élevage existe de nos jours au Niger.

Des taxes sur les transhumances sont pratiquées, mais ne sont pas officielles, ces taxes sont payées au chef de canton, une fois par an.

L'essentiel du troupeau est mobile et adapté au contexte saharien. L'agriculture est plus destructrice que l'élevage, on assiste aujourd'hui à une remontée des zones de cultures vers les zones d'élevage.

Les éleveurs sont dans une insécurité foncière, car ils n'ont pas d'espace délimité. Les communautés pastorales sont minoritaires.

Les exportations d'animaux au sud, se font sur pied vers le Nigeria, les chameaux partent vers la Libye.

Contraintes de l'élevage traditionnel :

- Manque de puits traditionnels, (inaccessibles aux éleveurs transhumants)
- Manque d'arbres
- Manque de ressources fourragères qui entraînent des conflits entre éleveurs et agriculteurs.

Tous les ans des conflits tuent des familles. En début d'hivernage il y a des zones qui sont "très explosives".

La transhumance Nord-Sud :

Les communautés d'éleveurs Peuls, Farfarou, Boukaras se retrouvent dans le département de Maradi au Nord du Niger. Tous les animaux sont alors au Nord du pays. Au sud , les récoltes sont faites les champs sont libérés. Les troupeaux se nourrissent des résidus des récoltes et utilisent les points d'eau villageois.

La descente du Nord vers le Sud, à la frontière du Nigeria, se fait en 7 mois. La remontée vers le nord se fait en Mai et juin et ne dépasse pas 2 mois.

Les troupeaux parcourent en moyenne, 12 km par jour.
Les troupeaux traversent le fleuve Gourbi.

A travers cette transhumance se tissent des échanges sociaux. Les itinéraires sont un héritage familial.

A partir du Sud, des éclaireurs partent à chevaux ou en voiture avant de faire remonter les troupeaux.

Les perspectives d'avenir :

Il est primordial aujourd'hui d'améliorer les conditions traditionnelles de l'élevage ; en créant des groupes d'éleveurs (lobbying) afin de mettre en place une réglementation et sécuriser le foncier pastoral.

Il y a un vide juridique au niveau de la gestion des couloirs de transhumances, La coopération suisse s'investit pour borner ces pistes et essayer de mettre en place quelques règles sanitaires et juridiques.

L'ELEVAGE AU KENYA

Vincent Briac

Vincent Briac fait partie de Vétérinaires sans frontières Suisse (VSF-Suisse). VSF est une organisation qui regroupe plusieurs associations, qui travaillent sur les cinq continents. Il s'occupe d'un programme humanitaire en Afrique de l'Est au Kenya et en Somalie.

Présentation du Kenya :

Le Kenya a des frontières rectilignes. Au Nord il est frontalier avec le Soudan et l'Ethiopie, au Sud il est limité par la Tanzanie, à l'Ouest est l'Ouganda, au Nord est la Somalie. C'est un pays touristique, ces parcs animaliers sont très connus à travers le monde. Le moteur économique du pays se situe à Nairobi et ses environs. La zone d'élevage se situe au Nord du Pays. Il existe une volonté politique de protéger les éleveurs, le Président a créé les Kaladjims (nom d'une ethnie) qui rassemblent les éleveurs nomades et qui leur permettent de constituer une force.

La région du Nord-Est :

Elle s'étend sur 150 000 km², 3 vétérinaires couvrent cette zone, il n'existe pas de structures, 960 000 habitants, 80 % sont éleveurs, 900 000 animaux.

Cette province a souffert de problèmes catastrophes naturelles :

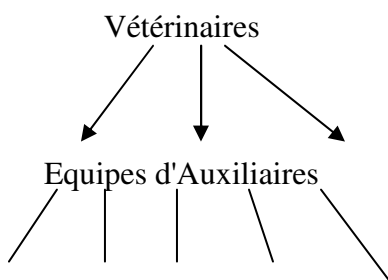
- sécheresse
- inondation en 1997
- retard des pluies en 1998
- sécheresse en 2000

Ces différentes périodes de sécheresse entraînent des problèmes de malnutrition et une forte mortalité.

L'organisation des équipes :

Des agents (éleveurs hommes ou femmes) sont recrutés pour faire les traitements et les campagnes de vaccination, ils sont formés par les ONG en place.

Modèle d'organisation :



Agents d'Elevage (Eleveurs)

Le problème qui se pose aujourd'hui est de savoir si il faut privilégier les vétérinaires d'état ou privé ?

Les éleveurs manquent de suivi sur le terrain. Il y a une très grande insécurité sur le terrain, dû à la guerre en Somalie, et les conditions de transport sont extrêmement difficiles.

Les bergers souvent ne sont pas propriétaires des animaux, lorsque le vétérinaire doit appliquer des soins, le service est payant, il n'existe pas de distribution gratuite.

La mise en place de traitements préventifs est très difficile, l'équipe de vétérinaires agit uniquement par des traitements curatifs. Nous devons également lutter contre la pression de lobbies de firmes pharmaceutiques.

Notre souci est de garantir une alimentation ; pour prévenir les problèmes de maladie, c'est dans ce but que les services de santé animale s'occupent de fourrage, mais le message est difficile à faire passer.

Nous devons encourager les éleveurs à faire des stocks d'aliment, et à réduire le nombre des animaux. La diversification de la production, avec des chameaux peut être aussi une solution envisageable. Mais aujourd'hui aucune réflexion sur le problème de chargement n'a été faite.

Pour apporter une aide efficace, nous devons mettre en place de nouvelles compétences et de nouveaux outils. Il est nécessaire de décentraliser le service de soins, et de diffuser des informations préventives, et des indicateurs d'alertes, en vue de réduire l'impact des catastrophes.

Voir Annexe XV :

Wajir (Nord-est Kenya) : Restauration des conditions de vie après une catastrophe naturelle - page 81

SYNTHÈSE DE LA SEMAINE

La notion de CRISE est décrite comme suit : il s'agit d'une situation dangereuse. C'est le danger devant une situation extrême et « incontrôlable » qui pousse l'Homme à prendre une décision, à faire le pas dans l'inconnu, à revenir à l'arrière –s'il le faut - pour échapper à la CRISE.

Les organisateurs de ce 6^{ième} Conseil Mondial des Eleveurs considèrent le phénomène de la crise comme un élément nécessaire et incontournable dans un processus de développement. Ils donnent à la crise actuelle dans l'agriculture une fonction d'acélérateur qui permettra d'évacuer plus vite cette mentalité matérialiste, classée au-dessus de toute autre aspiration dans une économie de croissance infinie. La CRISE de l'E.S.B. provoqua un choc auprès des politiciens, des consommateurs et des paysans.

Cette perturbation obligea tous les acteurs de la chaîne alimentaire (paysans/ éleveurs/ consommateurs/ industriels), à réfléchir et à réinstaller une chaîne de production alimentaire basée sur un cycle naturel d'une production durable et écologique.

Monsieur Nau à l'ouverture de cette 6^{ième} rencontre nous a rappelé l'importance de l'environnement de chacun pour expliquer des situations et des comportements individuels. Selon lui l'Homme en tant qu'être humain reste le moteur de toutes les différentes zones d'influence qui l'entourent. Et son propre rêve restera sa force pourvu qu'il soit capable de le partager avec d'autres et de le transformer en faveur d'un intérêt commun.

Parler de la crise est une chose, c'est un mécanisme nécessaire pour évacuer la peur au lieu de se laisser submerger par une crainte existentielle. Réfléchir comment la surmonter est le vrai défi d'une situation de crise. Le pôle négatif attire le pôle positif, une dissonance peut engendrer une résonance. Selon ce principe, la crise –une fois acceptée et réfléchie– peut se convertir en chance pour initier un changement et ainsi modifier une situation de crise en situation de changement en vue d'une amélioration.

Nous avons essayé d'expliquer ce qu'était la crise de l'élevage aujourd'hui dans les pays du Nord, la position des chercheurs, celle des consommateurs et des paysans, celle des industriels. Nous avons voulu montrer dans quel contexte vivaient, aujourd'hui, les éleveurs du département des Pyrénées Atlantiques et quelles sont les alternatives qui pourraient améliorer leurs conditions de travail et de vie.

Pour ne pas perdre de vue l'aspiration globale du CME, différents intervenants ont parlé de l'élevage sur d'autres continents, de leurs préoccupations, de la situation alarmante de leurs élevages ainsi que de leurs visions et ambitions de dépasser la situation actuelle.

Monsieur Lesgards nous parla du contexte mondial, pour nous proposer ensuite un modèle de développement local mis en place en Pays Basque. Pour lui aussi, l'individu reste l'élément essentiel du développement, et la dynamique de réseaux locaux l'outil capable de faire avancer les projets de développement.

Olivier Blamangin nous parla du Réseau ATTAC, pour nous montrer l'importance d'un mouvement citoyen pour lutter contre les effets pervers de la mondialisation.

La crise peut être un tremplin vers une prise de conscience et peut ouvrir l'esprit des concernés vers de nouveaux horizons et des alternatives. Dans ce sens, il est nécessaire aujourd'hui de faciliter les échanges entre éleveurs et de développer des groupes de réflexion et d'action pour sortir fortifié d'une situation difficile. Ainsi la capacité de ménager la crise devient de plus en plus une compétence de base dans nos sociétés de crises.

Ce 6^{ème} forum du CME a permis aux participants de mieux comprendre que les crises sont parfois des signaux d'alerte qui donnent à l'homme la possibilité de comprendre le mécanisme de fonctionnement d'un cycle d'activités et la chance de pouvoir changer de stratégies. Pour mieux s'orienter dans la vie, il faut connaître, comprendre et accepter ce phénomène.

Le Conseil Mondial des Eleveurs - depuis sa création - contribue à donner à ses membres un grand éclairage qui les aide à mieux reprendre en main leurs activités, mais surtout à mieux les orienter dans un environnement économique et écologique de plus en plus difficile. Cette année encore les échanges entre participants ont été renforcés, des projets existent, nous devons concentrer nos énergies pour faire rayonner l'éthique du CME en permettant à toutes les sections nationales de se développer.

Dans la scèance d'évaluation, il est ressorti que tous les participants ont été très intéressés par les différentes visites, mais les avis sont partagés sur le choix des intervenants. Ils ont trouvé certains exposés parfois difficiles à suivre. Il a été rappelé l'intérêt de savoir utiliser des outils de visualisation pour mieux faire passer son message et retenir l'attention de chacun.

PERSPECTIVES DU C.M.E.

La perspective du CME n'est pas à inventer parce que ses actions s'inscrivent dans une logique précise depuis sa création en 1996. Dans ce sens Hedy Bühlmann rappelait le montage thématique des rencontres précédentes entre éleveurs.

- La 1^{ère} rencontre à Dori (Nord du Burkina Faso en Zone Sahélienne) aboutissait à la création du manifeste CME (*voir Annexe I, p.*)
- Une année plus tard (1997) une définition de l'élevage positif a été discutée pendant le forum à Dori. Après la mise en place des statuts, un Secrétariat Général a été créé avec son siège en Suisse.
- Le forum'98 du CME a été consacré à « La relation Homme-Animal » et avec ceci à la perception culturelle de cette relation qui est à la base des types d'élevages qu'on trouve au sud et au nord.
- Exigé par les participants africains, le forum'99 du CME a eu lieu en Suisse sur le thème « Lait sud-nord ». Cette première rencontre entre les éleveurs africains et européens fut un choc culturel pour les uns, un échange extrêmement enrichissant pour les autres.

- Après le succès connu en Suisse et convaincu que les femmes d'éleveurs jouent un rôle prépondérant pour changer le système de production, le forum'2000 a été consacré aux « Femmes dans les sociétés pastorales traditionnelles et modernes », à leurs espérances, perspectives et visions. Ce forum a eu lieu en Forêt Noire, en Allemagne.
- Logiquement la section de France a été choisie pour organiser le prochain forum'01. Avec le thème « La crise comme chance de changement », les organisateurs réagissaient sur la préoccupation brûlante des éleveurs européens face à la maladie de la vache folle.

Vu l'effet stimulant que la tenue d'un conseil pouvait avoir sur une section, les participants du forum'01 ont choisi l'Inde comme pays d'accueil pour le CME'2002.

Le forum aura lieu dans les états de Gujarat (Anand) et Rajasthan (Sadri).

La date provisoire du forum est fixée du 4 au 11 novembre 2002.

Le forum traitera des effets de la mondialisation pour les éleveurs/ pastoralistes et des stratégies possibles pour échapper au piège.

Le programme du CME'2002 est attendu à la fin du mois de mai et sera communiqué à tous les intéressés (membres du CME, associations des éleveurs traditionnels et modernes, etc.)

Forme juridique des sections du CME

Le CME est un réseau international de type loi 1901, dont le siège social est en Suisse. Les différentes Sections Nationales sont rattachées au siège par leur délégué national.

Afin de dynamiser ce réseau, il semble important que chaque section Nationale adopte un statut juridique de type associatif, ou groupement selon la législation du pays respectif.

Une structuration nationale permettra plus facilement de mettre en place différents projets d'actions locales ou des partenariats touchant le développement de l'élevage dans le respect de l'éthique du Conseil Mondial des Eleveurs.

En conformité avec les statuts du CME chaque section pourra établir un réseau qui défend strictement les intérêts des éleveurs et de leurs animaux tout en recherchant des coalitions et du renfort stratégique au niveau national et régional.

Hedy Bühlmann demande à chaque section Nationale de tenir informé le secrétariat général de l'avancement de leur organisation. Il est bien entendu que dans l'esprit du Conseil Mondial, la mise en place de la structure Nationale ne peut être qu'un élément dynamisant l'ensemble du réseau, permettant de renforcer ainsi les échanges entre les participants Nord-Sud, mais aussi Nord-Nord et Sud-Nord.

Des programmes de formation, d'échanges interculturels de groupes d'éleveurs, des soutiens à des projets locaux peuvent être mis en place entre différents pays.

Commentaire

« C'est mon vœu le plus intense depuis la création du réseau CME que les sections nationales développent leur propre dynamique, leur propre rythme d'actions. Ces sections ne peuvent se développer que si quelques personnes disponibles ont le potentiel nécessaire de s'investir dans le montage des sections. Il leur faut la volonté et la bienveillance de se charger de cette tâche malgré le début difficile et le manque de ressources. Cet argument vient en permanence de la part des membres. Je constate que le manque de moyens peut être un blocage, mais ce qui manque le plus aux membres c'est savoir comment monter une section en faveur des éleveurs de leur pays. Le montage de tout projet fiable nécessite des spécialistes de la conception d'abord, des réalisateurs ensuite – des gens qui tirent l'action. L'identification de ces acteurs doit se faire avec beaucoup d'attention, elle demande une grande sensibilisation, du temps etc.

Sans ce travail de patience, les sections auront toujours des difficultés de démarrage. Après, l'action doit faire ses preuves. Pour cela elle doit se différencier de ce que les autres font.

Le défi est donc de surmonter cette exigence paradoxale et contradictoire : attirer l'attention des autres sur les idées du CME en se basant sur des gens volontaires et de bon cœur, mais souvent sans une expérience professionnelle de développement. Le contexte est souvent hostile à l'idée d'engager une discussion sur l'éthique de l'élevage où les animaux ne sont pas considérés comme des machines productivistes sans âme et sans pensées. »

Hedy Bühlmann

Activités envisagées pour l'an 2002

Le secrétariat général propose de réaliser les activités suivantes. Grâce à l'engagement personnel de quelques membres du CME quelques actions ont été entreprises depuis le début de l'année en cours. Des précisions se trouvent dans le programme d'activités pour l'an 2002 qui peut être obtenu auprès du secrétariat général du CME en Suisse.

- Enracinement des Coordinations du CME⁴ en Afrique et en Asie
- Rapport du 6^{ième} CME "LA CRISE COMME CHANCE DE CHANGEMENT"
(Rapport disponible en français)
- Tenue du Workshop 'All Indian Pastoralists and Herders Meeting' in Sadri, Rajasthan/Inde (Rapport disponible en anglais)
- Maintenance et amélioration du site 'www.condial.org'
- Organisation du 7^{ième} CME en Inde
(Thème : « Les effets de la mondialisation pour les éleveurs/ pastoralistes – quelles stratégies pour échapper au piège ? »)
- Production du Magazine des Eleveurs, No 2,
(Thème : Femmes dans les sociétés pastorales traditionnelles et modernes)
- Soutenir la rencontre entre des éleveurs du Sud et des paysans autrichiens
(Octobre 2002 en Autriche, programme suit)
- Préparation d'un atelier de formation pour les délégués des sections sur
,Qu'est-ce que c'est le développement ?'
- Création d'un NEWSLETTER CME
- Recherche de financement